



# LA FEDERATION COMMUNIQUE

## Aucune caution à la politique antisociale du patronat

Du 19 octobre au 20 décembre quinze colloques régionaux sont organisés par la FNSEA sur le thème du « coût du travail » et de la compétitivité en agriculture.

Ces colloques s'inscrivent notamment dans la continuité de ses déclarations sur les salaires et de ses exigences de reculs sociaux sur l'emploi en milieu rural.

La FNSEA mène campagne depuis fort longtemps pour réduire les salaires, les avantages sociaux, la protection sociale des salariés agricoles et obtenir la mise en place d'une « TVA sociale ».

Le SMIC est dans le collimateur alors qu'il constitue un filet de sécurité pour la quasi-totalité des salariés agricoles. L'imposition de nouvelles exonérations de cotisations sociales est au menu alors que les patrons bénéficient déjà de nombreuses exonérations de cotisation sociale, en particulier pour les saisonniers. Cette réalité n'a en rien réglé les crises agricoles. Dans le même temps ces exonérations contribuent à la casse de la protection sociale.

De plus, ces attaques multiformes se conjuguant à la campagne électorale des chambres d'agriculture, en deviennent une dimension centrale.

Fort de l'ensemble de ces éléments, notre fédération a décidé de ne pas participer aux colloques organisés par la FNSEA, ne voulant en aucun cas cautionner par notre présence, des opérations visant des dossiers sociaux importants et sujets à fortes divergences.

Dans les luttes et les négociations nationales et locales, nous continuons à agir pour avancer nos revendications essentielles :

- un salaire minimum professionnel à 1850 euros
- une protection sociale renforcée
- un régime de prévoyance national de haut niveau
- la retraite à 55 ans
- l'arrêt de la précarité et la généralisation des emplois en CDI
- la conquête d'actions sociales et culturelles spécifiques aux salariés agricoles

Montreuil,  
Le 1<sup>er</sup> octobre 2012